

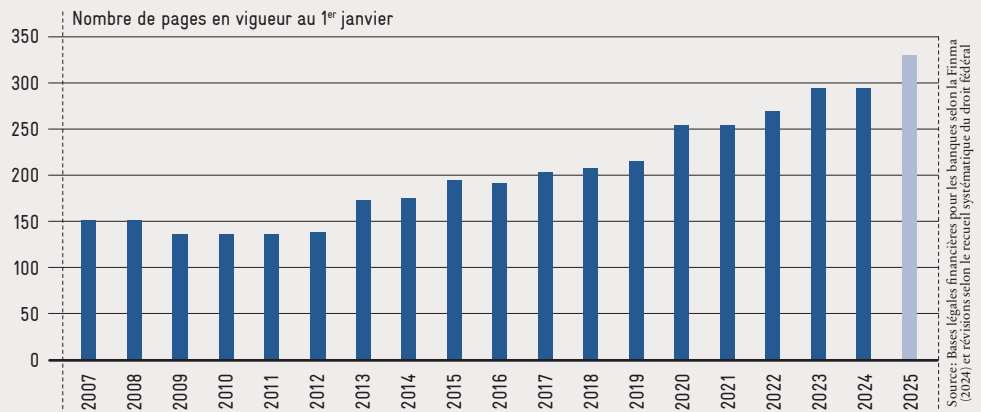
Réglementation bancaire à l'ère numérique

Depuis toujours, l'Etat réagit face à l'instabilité du secteur bancaire par des garanties et une réglementation. Toutefois, avec la numérisation, le cadre réglementaire actuel a énormément perdu en efficacité.

Contexte

Les crédits et la création monétaire constituent le cœur de l'activité bancaire. Sur les bilans des banques, les crédits à long terme tels que les hypothèques sont financés par des dépôts à court terme tels que les comptes bancaires. Cette activité crée des risques qui peuvent se matérialiser par des paniques bancaires. Ces risques sont censés être contrôlés par des garanties et des réglementations de l'Etat. Malgré cela, en mars 2023, plusieurs paniques bancaires ont eu lieu aux Etats-Unis et le Credit Suisse s'est retrouvé en difficulté en Suisse. La grande banque a alors fusionné avec UBS en recourant au droit d'urgence et à l'octroi de garanties fédérales.

La réglementation bancaire a doublé en Suisse depuis la crise financière



Lorsque la révision de l'ordonnance sur les fonds propres et les liquidités entrera en vigueur l'année prochaine, la réglementation bancaire sera étendue de 36 pages supplémentaires. Ce graphique ne tient pas compte des circulaires de la Finma et des autorégulations du secteur, ni des innombrables autres dispositions des marchés financiers qui concernent également les banques.

Faits

3 fois plus vite

La numérisation a énormément accéléré les transactions financières. Ainsi, en mars 2023, les clients du Credit Suisse ont retiré leurs dépôts trois fois plus vite que ne le prévoyait le scénario de crise réglementaire.

■ Focus sur les liquidités et la solvabilité:

On distingue deux types essentiels de réglementations. Celles en matière de liquidités visent à rendre les sorties de fonds supportables, tandis que celles en matière de capital doivent veiller à ce que les banques ne prennent pas trop de risques et à ce que les pertes puissent être amorties.

■ La numérisation, un tournant:

Les technologies de l'information permettent de nouvelles innovations financières qui sapent l'efficacité de la réglementation. En effet, les actifs peuvent être déplacés d'un bilan à l'autre et d'une juridiction à l'autre en quelques clics.

■ Le chat et la souris:

Lorsqu'une réglementation est contournée, de nouvelles réglementations suivent. Au fil des ans, cela a donné lieu à un foisonnement de réglementations. Les directives du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire s'étendent aujourd'hui sur des milliers de pages.

■ Coûts d'une régulation inefficace:

Pour la crise de 2008, la Banque centrale européenne a estimé le coût des actions de sauvetage de l'Etat à environ 5% du PIB de la zone euro. De plus, en temps normal, les garanties d'Etat (explicites et implicites) qui ne sont pas correctement rémunérées, peuvent entraîner des distorsions de concurrence.

Recommandations

Après la crise du Credit Suisse, d'anciennes idées telles que le cloisonnement des activités bancaires ou l'autorisation de la Finma à prononcer des amendes ont refait surface. Toutefois, de telles approches ne tiennent pas compte de la **numérisation**: aujourd'hui, les règles qui s'appliquent à chaque établissement financier **ne peuvent pas**

contrôler les risques systémiques. Il convient donc de **repenser fondamentalement** la réglementation au niveau international. A l'échelle nationale, une **stratégie de mitigation** s'impose. Il s'agit de renforcer considérablement la **capacité de liquidation** d'une banque afin de minimiser les effets d'une crise systémique sur le système de crédit et de paiement ainsi que sur le régime monétaire.

